

### Acceptée

Le gouvernement est lui aussi d'avis qu'au moment d'évaluer la situation des droits de la personne dans le monde, les Affaires extérieures et l'ACDI devraient tirer parti de la vaste expérience acquise sur le terrain par un grand nombre d'organisations non gouvernementales, d'universités, de coopératives, de syndicats, d'entreprises privées et d'autres institutions. Avant de porter des jugements décisifs ayant des répercussions importantes sur la politique extérieure du Canada et le programme d'APD, le gouvernement obtiendra des renseignements d'un large éventail de sources crédibles et objectives.

### Recommandation

- iv) que le Canada tente d'apporter des changements qui permettront d'inscrire à l'ordre du jour des réunions des institutions financières internationales des questions relatives aux droits de la personne, et qu'il examine d'un oeil sévère les prêts multilatéraux consentis à des pays où la situation des droits de la personne est négative ou doit être surveillée de près.

### Acceptée en principe

Le Canada cherchera à faire en sorte que les questions relatives aux droits de la personne soient dûment prises en compte dans l'activité des institutions financières internationales. Dans les pays où la situation des droits de la personne est particulièrement préoccupante, le Canada usera de son influence pour qu'une attention soit portée aux groupes démunis lorsque ces institutions établissent leur stratégie de programmation, sélectionnent et conçoivent leurs projets.

### Recommandation

- 3.4 Le Comité propose que l'Institut international des droits de la personne et de l'avancement démocratique soit un organisme indépendant et autonome qui collaborerait étroitement avec les groupes canadiens de défense des droits de la personne et les organisations non gouvernementales.

### Acceptée